



Au service  
des peuples  
et des nations.

**Contacts du Programme  
des Nations Unies pour  
le développement :**

**New York**  
M. William Orme  
Tél : +1 212 906 6763  
Portable : +1 917 607 1026  
william.orme@undp.org  
Mlle. Carolina Azevedo  
Tél : +1 212 906 6127  
Portable : +1 917 213 0617  
carolina.azevedo@undp.org  
Mlle. Botagoz Abdreyeva  
Tél : +1 212 906 3690  
botagoz.abdreyeva@undp.org

**Bangkok**  
Mlle. Cherie Hart  
Tél : +662 288 304 9100 x-2133  
Portable : +66 8 1 918 1564  
cherie.hart@undp.org

**Genève et Paris**  
M. Adam Rogers  
Tél : +41 22 9178541  
Portable : +41 798490679  
adam.rogers@undp.org

**Bruxelles**  
M. Laurent Standaert  
Tél : +32 2 504 90 50  
Cell : +32 485 16 68 38  
laurent.standaert@undp.org

**Oslo**  
M. Trygve Olfarnes  
Portable : +47 94 15 6028  
Tell : +47 22 12 1613  
trygve.olfarnes@undp.org

**Copenhague**  
Mlle. Mette Fjalland  
Tél : +45 3546 7154  
Portable : +45 5183 6228  
mette.fjalland@undp.org

**Stockholm**  
Mlle. Monica Lorensen  
Tél : +46 (0)8 545 232 50  
Portable : +46 (0) 768 83 96 56  
monica.lorensen@undp.org

**Tokyo**  
M. Toshiya Nishigori  
Tél : +81 3 5467 4875  
Portable : +81 90 7200 3295  
toshiya.nishigori@undp.org

**New Delhi**  
Mme. Surekha Subarwal  
Tél : +91 11 46532346  
Portable : +91 98 10153924  
surekha.subarwal@undp.org

**Johannesburg**  
Mme Maureen Mundeau  
Tél : +27 11 6035513  
Portable : +27 716718734  
maureen.mundeau@undp.org

**Dakar**  
Mme Maimouna Mills  
Tél : +221 33 869 0653  
Portable : +221 77 529 12 98  
maimouna.mills@undp.org

**Le Caire**  
M. Noeman Al-Sayyad  
Tél : +20 2 27 70 22 42  
Portable : +20 10 181 187 6  
noeman.alsayyad@undp.org

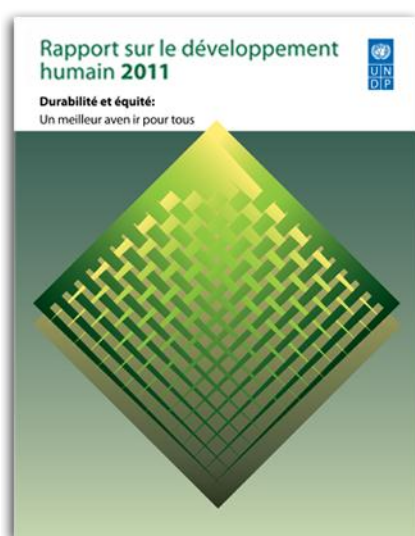
**Bratislava**  
M. Zoran Stevanovic  
Tél : +421 2 59337428  
Portable : +421 908 729 846  
zoran.stevanovic@undp.org

**Panama**  
M. Pablo Basz  
Tél : +507 305 4864  
Portable : +507 6674 2224  
pablo.basz@undp.org

**Washington**  
Mlle. Sarah Jackson-Han  
Tél : +1 202 331 9130  
Portable : +1 202 674 7442  
sarah.jackson-han@undp.org

# Le « printemps arabe » révèle la nécessité d'un développement plus large et écologique, d'après le Rapport sur le développement humain

**Copenhague, le 2 novembre 2011** – Le développement réellement durable des États arabes exige l'adoption d'initiatives audacieuses visant à réduire les inégalités internes et à déjouer les dangers pesant sur l'environnement, déclare le Rapport 2011 sur le développement humain, présenté aujourd'hui à Copenhague par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Le Rapport 2011 – intitulé « *Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous* » – appelle au redoublement des efforts de promotion d'un développement humain équitable, dont la réduction des déséquilibres entre les sexes et l'élargissement des opportunités accessibles aux membres des communautés les plus marginalisées au sein des pays.

Le Rapport aborde également les enjeux liés à l'environnement en prônant l'utilisation de nouvelles sources de financement assurant un développement équilibré et le recours aux énergies renouvelables.

Dans l'avant-propos, Helen Clark, Administrateur du PNUD, déclare que « les investissements améliorant

l'équité — en matière d'accès aux énergies renouvelables, à l'eau, à l'assainissement ou aux soins de santé reproductive, par exemple — pourraient être synonymes de progrès aussi bien en termes de durabilité que de développement humain ».

## Des schémas de développement humain divergents

Au cours des 40 dernières années, les pays arabes ont accompli des progrès réguliers en matière de revenu, d'éducation et de soins de santé, comme le prouve l'Indicateur du développement humain (IDH), qui établit chaque année le classement des progrès accomplis dans ces trois domaines.

Oman, l'Arabie saoudite, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc figurent parmi les 10 pays les plus performants en termes d'IDH, tandis que la Lybie se situe, depuis 1970, parmi les 10 pays les plus performants en termes d'IDH non lié au revenu.

Cependant, dans l'ensemble, l'IDH montre que les États arabes ont des schémas de développement humain divergents : les Émirats arabes unis (# 30), le Qatar (# 37) et le Bahreïn (# 42) se situent dans le quart supérieur du classement, tandis que le Soudan (# 169), Djibouti (# 165) et le Yémen (# 154) figurent dans le quart inférieur.

L'IDH 2011 couvre le chiffre record de 187 nations et territoires, dont 19 États arabes et le territoire palestinien occupé.

Contrastant fortement avec les autres régions en développement, dans les pays arabes, la croissance de l'IDH a fait l'objet d'un vaste contrôle centralisé.

Mais le Rapport signale que le « printemps arabe » ouvrant de nouvelles opportunités en matière de gouvernance plus participative, en 2011 il semble que ce « "paradoxe de la démocratie arabe" ait connu une fin abrupte en 2011, ouvrant la voie à une réalisation bien plus complète des libertés et capacités populaires dans la région ».

### **Inégalités entre les générations et entre les sexes**

Le Rapport signale en outre que les progrès accomplis en matière de développement humain dans la région arabe sont compromis par les vastes inégalités entre les générations et entre les sexes – qui sont au cœur du mécontentement populaire dans de nombreux pays arabes.

Des enjeux écologiques majeurs – dont la pollution des villes, la dégradation des terres et les graves pénuries d'eau – sont susceptibles d'aggraver les problèmes prévus dans le cadre du changement climatique, affirme également le Rapport.

Le « printemps arabe » a mis en lumière les profonds fossés séparant les générations et les sexes : la moitié de la population des États arabes est âgée de moins de 25 ans et le taux de chômage des jeunes dépasse largement la moyenne globale, signale le Rapport.

En Égypte, où les manifestations populaires ont fait tomber le régime Moubarak au début 2011 et où le gouvernement intérimaire est toujours soumis à une forte pression, environ 25 pour cent des diplômés ne trouvent pas d'emploi à plein temps. En Tunisie, berceau du « printemps arabe », ce chiffre s'élève à 30 pour cent, toujours d'après le Rapport.

Malgré les bons résultats économiques affichés par plusieurs États arabes, la région est à la traîne en matière d'autonomisation des femmes dans certains domaines.

Si des progrès ont été accomplis au cours des dernières années dans les pays arabes, la participation des femmes à la population active est particulièrement inégale, environ la moitié de la moyenne mondiale, et leur niveau d'instruction reste singulièrement faible, constate le Rapport.

D'après l'Indice d'inégalité de genre (IIG), introduit dans le Rapport 2010 afin d'analyser la participation des femmes à la population active et à la vie politique, leur niveau d'instruction et leurs droits en matière de reproduction, le Yémen (# 146) occupe la dernière place du classement mondial.

L'Arabie saoudite (# 135) et le Soudan (# 128) figurent également parmi les nations où l'égalité entre les sexes est la moins respectée. À l'opposé, les Émirats arabes unis (# 38) affichent le taux le plus élevé d'égalité entre les sexes de la région, grâce à des facteurs liés à la santé et à l'éducation, devant le Bahreïn (# 44) et la Tunisie (# 45).

### **Enjeux environnementaux à plusieurs niveaux**

Les pays de la région sont confrontés à de nombreux enjeux environnementaux communs, qui nécessitent une attention prioritaire, selon le Rapport.

La région arabe est la plus aride de la planète ; les problèmes liés à l'eau y sont légion à de nombreux endroits et touchent plus de 60 pour cent des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

D'après le Rapport, la consommation en eau des Émirats arabes unis, du Qatar, du Bahreïn et de l'Arabie saoudite dépasse de loin les niveaux durables, tandis que la Jordanie et la Syrie courent le risque d'épuiser leurs ressources renouvelables – aiguisant les tensions nationales et entre pays voisins.

D'après les résultats des études publiques mondiales sur l'environnement liées à l'IDH, les États arabes devancent de peu l'Afrique sub-saharienne – la région la plus pauvre en termes d'IDH – en termes de mécontentement de la population à l'égard de la qualité de l'eau ; pour leur part, 55 pour cent des Irakiens se plaignent de leur approvisionnement en eau.

Le Rapport met en garde contre la désertification et la diminution des ressources, entre autres effets anticipés du changement climatique, susceptibles d'aggraver les problèmes actuels des pays arabes, où les habitants des terres ne pouvant pas être cultivées de façon productive sont les plus nombreux (25 pour cent de la population), devant l'Afrique sub-saharienne (22 pour cent).

Au Soudan et au Maroc, près de 40 pour cent de la population vit sur des terres dégradées – soit quatre fois la moyenne mondiale –, ce qui réduit gravement sa capacité à long terme à couvrir ses besoins alimentaires.

D'après l'IDH, les États arabes affichent la plus grande pollution urbaine toutes régions confondues et la dépendance aux combustibles fossiles la plus élevée du monde.

Le Qatar a le taux d'émissions de CO<sub>2</sub> par personne le plus élevé du monde. Quatre des cinq plus importants pollueurs responsables des émissions de CO<sub>2</sub> se trouvent dans le Golfe (Qatar, Émirats arabes unis, Bahreïn et Koweït), le deuxième rang étant occupé par la Trinité-et-Tobago. Il convient de préciser cependant que ces valeurs reflètent la consommation énergétique, ainsi que la production d'énergie consommée dans d'autres pays.

Au Qatar, les émissions de gaz à effet de serre par personne sont neuf fois supérieures à la moyenne mondiale. Au Soudan et en Irak, la pollution urbaine atteint l'un des niveaux les plus élevés du monde ; des études liées à l'IDH révèlent le mécontentement particulièrement aigu de la population des pays arabes en termes de qualité de l'air.

Le Rapport souligne que le progrès lié au développement ne dépend pas nécessairement d'un taux élevé d'émissions de carbone. Ainsi, la Norvège, qui est un pays à revenu élevé au même titre que les Émirats arabes unis, produit moins d'un tiers (11 tonnes) des émissions de dioxyde de carbone par personne des EAU (35 tonnes).

Dans ses recommandations, le Rapport plaide expressément pour une initiative énergétique mondiale visant à fournir de l'électricité aux personnes qui en sont privées (environ 1,5 milliard). Il préconise en outre une utilisation plus répandue des énergies renouvelables (solaire et éolienne, entre autres) au-delà des pays du G20, qui concentrent 90 pour cent des investissements mondiaux dans les énergies propres.

Le Rapport loue les efforts menés par certains pays arabes qui, forts de leur haut niveau d'ensoleillement et des vents balayant leurs côtes, ont adopté de telles sources d'énergie alternatives – elles ne représentent cependant pour l'instant que 11 pour cent de l'approvisionnement en énergie primaire, à savoir moins de la moitié de la moyenne mondiale.

\* \* \*

À PROPOS DE CE RAPPORT : Le Rapport annuel sur le développement humain est une publication indépendante du Programme des Nations Unies pour le développement. Pour télécharger gratuitement le Rapport sur le développement humain 2011, disponible dans 10 langues, ainsi que des documents de référence sur les indices et les implications régionales spécifiques, consultez le site : <http://hdr.undp.org/fr/>.

À PROPOS DU PNUD : Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Plus d'informations sur le site : <http://www.beta.undp.org/undp/fr/home.html>.